

MESSAGE CLE

Malgré une conjoncture nationale peu favorable, le Cameroun continue la réalisation de l'Agenda 2030, pris en compte dans l'élaboration de sa Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Bien que les résultats soient en deçà des attentes, le Gouvernement entend promouvoir un développement durable et inclusif adossé sur un capital humain de qualité.

Dans le cadre du suivi régulier des progrès accomplis vers l'atteinte des cibles de l'Agenda 2030, le Cameroun présentera son deuxième Rapport National Volontaire produit selon une approche participative et inclusive. Ce rapport analyse les facteurs qui soutiennent les tendances positives et ceux qui entravent les dynamiques dans divers secteurs après la pandémie de la COVID-19.

En matière d'éducation, outre l'insuffisance qualitative et quantitative des infrastructures et des enseignants somme toute supérieure à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne, la politique éducative a été fortement influencée par la COVID-19 qui a conduit à la fermeture momentanée des établissements scolaires et la suspension des cours en présentiel. Pour y faire face, un dispositif national intégré d'enseignements à distance a été mis en place, à travers les médias, l'internet et la distribution des supports pédagogiques. Grâce aux dotations budgétaires spéciales affectées au secteur et aux mesures barrières prises par le Gouvernement, les cours en présentiel ont repris avant le début des examens officiels. Cependant, ces mesures d'adaptation n'ont pas profité à l'ensemble des apprenants en raison de leur vulnérabilité et des difficultés d'accès aux TIC.

Concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, les violences basées sur le genre se sont accrues avec la survenue de la COVID-19 et des chocs psychosociaux y relatifs. En 2020, près de 62% des femmes et filles ont été exposées aux violences domestiques et environ 56% ont eu un accès réduit aux moyens de subsistance. En outre, la hausse des prix des produits de première nécessité a eu un impact négatif sur le panier de la ménagère. Des mesures d'atténuation ont été prises par le Gouvernement avec notamment la mise en place de projets visant à renforcer l'autonomisation des femmes et des filles.

Au sujet des océans et mers, les actions du Gouvernement en matière de police environnementale et la limitation des activités maritimes du fait de la COVID-19 ont permis de réduire la pollution marine notamment d'origine terrestre. Des actions de lutte contre l'utilisation des plastiques non conformes ont ainsi permis de réduire la densité de débris en mer ainsi que la pollution marine par les nutriments. De même, la production et la transplantation des plants de palétuviers, la restauration de la mangrove et le nettoyage de plans d'eau envahis par la jacinthe d'eau, ont participé à la restauration des écosystèmes marins et côtiers.

S'agissant de la préservation et de la restauration des écosystèmes terrestres, les progrès réalisés se traduisent par l'augmentation des surfaces forestières et aires protégées aménagées et l'intégration de la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans les cadres nationaux de développement. Toutefois, la réduction de

l'activité humaine du fait de la COVID-19 a laissé plus d'espace à la faune sauvage, avec un risque plus accru d'interactions entre les espèces, et donc d'émergence d'autres maladies zoonotiques.

En matière de mobilisation des ressources et de partenariat, les recettes budgétaires de l'Etat ont connu une tendance haussière sur la période 2015-2021, imputable en grande partie à la bonne tenue des recettes fiscales dont la part dans les recettes budgétaires est passée de 55% en 2016 à 79% en 2021 grâce à des réformes fiscales ambitieuses. De même, on a assisté à un accroissement des flux d'APD en direction du Cameroun en vue notamment de la mise en œuvre du plan de riposte contre la COVID-19. En revanche, le volume des IDE a chuté en raison de la pandémie et des perturbations sécuritaires dans certaines régions du pays.

Malgré les mesures prises par l'Etat, plusieurs défis que le Cameroun s'engage à relever demeurent, notamment :

- la mise en place d'un dispositif de veille stratégique et des mécanismes de d'adaptation et de réponse aux chocs et mutations ;
- la production d'un capital humain capable de soutenir l'ambition de développement économique ;
- L'exploitation de nouvelles niches de financement de l'économie ;
- l'appui au dispositif de suivi de la mise en œuvre des ODD.